

Lutte de classe

Le PS « réconcilié » avec le travail : c'est le corporatisme !

Pour avoir une idée assez précise de l'état de déchéance qui frappe inexorablement le PS, je vous propose une interview que François Kalfin, membre du conseil national du PS, a donné au journal *Le Monde* paru le 29 août sous le titre *Réconcilier le PS et le travail : le temps est venu !* Mon intervention figure en bleu entre guillemets à la suite de chaque paragraphe.

Il est aujourd'hui temps pour la gauche et le PS de se réconcilier avec le monde du travail : à la veille de son congrès - et ce de façon relativement unanime -, la direction du PS propose une nouvelle déclaration de principe qui donne enfin le signal d'une gauche qui sort des postures confortables pour repartir du réel. Au même moment, l'imposture de notre hyperprésident, qui s'était présenté pendant la campagne comme le candidat des travailleurs et du pouvoir d'achat, apparaît clairement en échec. Le moment est donc venu pour les socialistes de se muer en force de proposition crédible qui allie une méthode, celle des réformes concertées, et une exigence, celle d'une radicalité renouvelée face aux inégalités émergentes, conséquences de la mondialisation et de la révolution du travail.

(Le titre est tout un programme : comment tromper les travailleurs sur les réelles intentions politiques du PS. On retrouve le « monde du travail » cher au PCF, à la LCR, à LO, qui fait dire aux patrons qu'eux aussi les braves ils travaillent et appartiennent à ce même monde.

Il fait référence à la déclaration de principe adoptée par le PS qui entérine sa subordination totale au capitalisme déjà exprimée clairement en 1983. Quand il fait référence au « réel », il s'agit évidemment de la perception que l'on peut en avoir du côté des patrons et non des travailleurs. L'échec dont il parle à propos de Sarkozy, c'est celui que le PS partage en étant au gouvernement, ne nous laissons pas impression par l'audace dont il fait preuve et qui frise le surréalisme.

Les « réformes concertées », dans sa bouche, c'est soit le consensus UMP-PS qui règne à l'Assemblée nationale, soit la démocratie participative qui lie la population à l'application du programme de Sarkozy. A l'entendre les inégalités seraient « émergentes », ma parole il doit être aveugle, comme si elles n'existaient pas depuis très longtemps, on ne doit pas vivre dans le même monde que ce philistin.)

Pour réussir cet enjeu, trois conditions indispensables doivent être réunies. D'abord, notre perception du travail doit passer de l'image d'Epinal à l'appréhension du travail tel qu'il est. Ensuite, il s'agira de trouver une nouvelle articulation entre la loi et le contrat, qui fasse davantage confiance à la négociation collective. Enfin, il nous faudra répondre vraiment aux attentes des salariés face aux souffrances au travail ou à la question salariale.

(Tout le monde sait à quoi a mené la « négociation salariale » : au corporatisme parce qu'elle en était l'appendice, l'embryon ou déjà une manifestation lorsqu'elle n'intervenait pas à la suite d'une mobilisation des travailleurs, c'est le dialogue social quand il y a du « grain à moudre » pour garantir la paix sociale cher à Bergeron. Quand il n'y a rien à négocier, les réunions avec le gouvernement ou le patronat tournent obligatoirement à la collaboration de classes, nous le savons tous. Ensuite il ne manque pas de cynisme, mais ne parvient pas à nous désarçonner.)

Si, pendant la campagne, la supercherie sarkozyste a fonctionné, c'est que la gauche s'est trop souvent contentée de postures et de slogans faciles, comme sur le smic à 1 500 euros, au lieu de traiter sérieusement, par exemple, la question de la précarité ou du temps partiel subi.

(Il n'est pas à une contradiction près l'animal, on a à faire à un spécimen qui vaut bien Sarkozy, la méthode est exactement la même. Le Smic à 1.500 euros nets n'est pas une « posture » ou un « slogan facile », sauf pour un nanti qui a un train de vie très nettement supérieur. Il inspire le dégoût.)

Si, pendant cette période, le PS a peiné à formuler des idées nouvelles, c'est qu'il est encore trop marqué par la domination intellectuelle d'une certaine gauche incapable de changer de paradigme ; elle est enfermée dans l'espace national de la République, elle appréhende mal les transformations de l'emploi : la désindustrialisation et l'émergence des services, la montée inexorable du travail féminin, l'élévation du niveau de qualification de la main-d'oeuvre, le vieillissement de la population...

(Le « *paradigme* » en question doit être le socialisme qui colle aux basques du PS comme une maladie honteuse, alors qu'en fait, cela fait très longtemps qu'il l'a abandonné, en admettant que la SFIO ait autrefois véritablement combattu pour le socialisme, il paraîtrait plutôt qu'en tant que parti ce ne fut jamais le cas, en dehors de certaines fractions dites de gauche et qui ont fait long feu, nous ne sommes pas tout à fait inculte ou complètement ignorant pour qu'il puisse nous tromper aussi facilement.

A travers son attaque contre ce qu'il appelle la République, c'est son soutien à l'Union européenne qu'il faut lire. De quelle transformation de l'emploi veut-il parler ? Les rapports sociaux d'exploitation n'ont pas changé, la plus-value dégagée par les secteurs des services vient s'ajouter à celle réalisée dans le secteur de la production, mais c'est bien celui de la production qui demeure prédominant, sinon il n'y aurait pas de délocalisations d'usines. Sur le dernier point, le PS était favorable à l'allongement de la durée de cotisations pour accéder à la retraite à taux plein, il s'est aligné sur l'UMP et le Medef.

Son soutien aux travailleurs se résume à ceci : demander au gouvernement d'ouvrir des négociations avec les dirigeants syndicaux à la solde de Sarkozy, pour pourrir tous les mouvements sociaux avérés ou qui pourraient se déclencher, il a bien appris sa leçon ou il n'a pas eu trop de mal pour l'apprendre, et nous ne sommes pas dupes.)

On comprend mieux alors pourquoi, dans la précipitation des écritures programmatiques ou dans l'opposition à chaud au gouvernement, faute d'un socle idéologique nouveau, les grilles de lecture traditionnelles s'imposent. Alors, des propositions, perçues comme confuses, au mieux, comme partielles au pire, et comme éloignées par rapport aux préoccupations des salariés, sont avancées.

(Toute proposition qui s'écarterait un tant soit peu du programme de Sarkozy serait malvenue, en admettant qu'il puisse y en avoir vraiment, ce qui reste à démontrer, nous ne nous faisons pas manipuler aussi facilement. C'est assez facile de démonter sa logique. Pour cet intellectuel petit-bourgeois, la lutte des classes se réduirait à des « *écritures* » ou une « *idéologie* » ou encore une « *grille de lecture* », désolé les travailleurs ne savent pas lire, mais surtout pas à un combat classe contre classe aux intérêts inconciliables, c'est une chose qui le dépasse, ou plutôt dont il ne veut pas entendre parler.)

Parmi les raisons de cette panne, il y a le changement de centre de gravité du parti. Dans le PS d'aujourd'hui, marqué par une forte culture municipale, les cadres et les élus locaux délaissent la question sociale au profit de la question territoriale. La relation entre le syndicalisme et les socialistes, absents des entreprises, se distend. Maîtrisant moins les subtilités du jeu d'acteur social, c'est naturellement qu'ils préfèrent agir par la loi plutôt qu'en faisant confiance à la négociation sociale.

(Il remet cela avec sa « *négociation salariale* », la panacée des dirigeants syndicaux. A l'entendre, le PS se serait préoccupé un jour de la « *question sociale* », il nous prend vraiment pour des abrutis. Je n'ai pas fait le calcul exacte, disons qu'au cours du XXe siècle, la SFIO et le PS ont été au pouvoir ou l'ont partagé pendant plus de 30 ans (de 36 à 39, 46 à 58, 81 à 95, 97 à 02 = 34 ans !), donc il a eu largement le temps de s'occuper de la « *question sociale* » sans jamais la résoudre, donc qu'il ne nous raconte pas d'histoires.

Dans La social-démocratie allemande, Engels écrivait qu'un parti qui avait un jour failli ne serait plus jamais comme avant, qu'il était fini, donc qu'il fallait en construire un autre, cela s'applique admirablement bien au PS. Lénine saura en tirer toutes les conséquences et construira ce qui deviendra le parti bolchevik.)

L'actualité récente vient d'en fournir encore un nouvel exemple : ce n'est pas la mobilisation politique qui a eu raison du CNE, c'est le dialogue social. Or, quand il s'est agi de voter la loi de transcription de l'accord interprofessionnel du 11 janvier prévoyant des éléments de modernisation concertée du marché du travail - pourtant approuvé par quatre centrales syndicales réformistes -, quelle fut la réaction des parlementaires socialistes ? Se réfugier dans une "courageuse" abstention. On peut espérer plus d'engagement au moment où viendra au Parlement l'accord sur la réforme de la représentativité qui permettra enfin de sortir de l'émiettement et donnera une plus grande légitimité aux accords par leur caractère majoritaire.

(L'hypocrite nous parle du CNE en occultant le CPE et le puissant mouvement des étudiants rejoint par les lycéens et des centaines de milliers de travailleurs, et surtout sans dire que le CNE a été amplement compensé par l'accord du 11 janvier 2008 qui permet la « négociation à l'amiable » de la fin du contrat de travail, qui n'est en fait qu'un licenciement déguisé. Il rappelle au passage que l'accord du 11 janvier était « concerté », autrement dit qu'il avait été concocté par tous les acteurs présents, dont les dirigeants syndicaux, mais on le savait déjà aussi.

Il embraie ensuite, en soutenant évidemment la loi promulguée par le gouvernement sur la représentativité des syndicats qui favorise la manipulation des salariés par les patrons et/ou son encadrement.)

Mais prendre en compte le réel signifie-t-il pour autant abandonner notre idéal ? A rebours d'une droite sarkozyste pour qui la valeur travail est une ruse et le contrat social un moyen de consacrer plus de flexibilité sans sécurité, plus de rente pour l'actionnaire sans réduction des inégalités salariales, il existe un chemin.

(Quel idéal ? Pour nous le « réel » se réduit à la participation du PS au gouvernement et au soutien qu'il apporte à sa politique, y compris en Afghanistan ou sur la question iranienne ou géorgienne, par exemple.

Son idéal se réduit à un jeu d'illusionniste, nous faire croire sans preuve, juste par des mots, que le PS s'intéresse au sort des travailleurs. Il est vrai qu'on pourrait dire qu'il s'y intéresse... pour leur nuire uniquement !)

Ce chemin passe notamment par la réforme de la formation professionnelle, en cours de discussion, un meilleur suivi, et le retour à l'emploi des chômeurs, la construction de carrières à l'échelle de la trajectoire professionnelle. Il s'inspire des nombreux pays, notamment au nord de l'Europe, qui connaissent de meilleurs résultats que le nôtre, où les modèles sociaux sont soumis aux mêmes règles de concurrence mais où des institutions publiques innovantes, des partenaires sociaux puissants et des politiques managériales équilibrées accompagnent davantage les politiques de santé au travail, la lutte contre le stress, le dialogue social, la démocratie dans l'entreprise.

(Le retour à l'emploi des chômeurs, Sarkozy s'en occupe activement, il leur fait même la chasse. Il ose nous parler de carrière, prendre pour modèle les pays scandinaves qui sont atteints par le même virus que les autres pays, il devrait se renseigner un peu mieux au lieu de dire n'importe quoi. Dès que l'on introduit la concurrence dans ce qu'il appelle les modèles sociaux, les inégalités se creusent et l'injustice finit par prendre des proportions inquiétantes.

Il parle de « politiques managériales équilibrées », il parle comme un patron ! Et quand il s'agit de la santé, on se demande s'il n'a pas des intérêts dans une entreprise pharmaceutique ou une compagnie d'assurance privée ! La « démocratie dans l'entreprise », un ouvrier lui répondrait que c'est du baise couillon, de la poudre aux yeux, que le patron fait ce qu'il veut en réalité. Et un autre ouvrier répondrait que le seul moyen, c'est de s'unir contre le patron et de se foutre en grève. Vous m'excuserez l'écart de langage, mais c'est ainsi que l'on parle entre nous dans un atelier ou sur un chantier, on ne cause pas comme ces beaux messieurs aurait dit un ouvrier autrefois.

Au fait, monsieur le beau parleur qui tenez le même langage que tous les bureaucrates pourris des syndicats et des partis ouvriers dont les dirigeants sont issus de la fonction publique ou des entreprises nationalisées, des gens qui ne savent même pas ce que c'est que bosser avec l'épée de Damoclès du chômage suspendue en permanence au-dessus de votre tête. Vous pouvez nous donner un seul exemple en 50 ans d'une entreprise qui était vouée à la fermeture et qui existerait encore ? Il n'y en a pas. Arrêtez votre baratin, plus personne ne vous écoute, en dehors des patrons bien sûr.)

Pour réussir cette voie, il convient d'abord de renvoyer dos à dos deux archaïsmes et deux nostalgies : les garants de l'âge d'or de la lutte des classes dont la seule expression est le monopole d'un syndicalisme de contestation et les nostalgiques des maîtres des forges et de leurs pratiques d'un autre temps. Si la gauche fait le choix de la clarté, elle pourra de nouveau, face aux excès du capitalisme, proposer un projet rénové et réellement émancipateur.

(Si vous attendez après le PS pour être émancipé, vous pouvez attendre longtemps ! Non la lutte des classes n'est pas archaïque et vous n'êtes qu'un fieffé réactionnaire, pire, un partisan de l'Ancien régime, c'est plus que de l'archaïsme, c'est de l'acharnement, du fanatisme.

Même si la prise en compte de la lutte des classes n'est pas suffisante comme le rappellera Lénine en faisant référence à Marx, elle prend racine dans l'antagonisme existant entre l'exploiteur et l'exploité, le dominant et le dominé, à nous de l'interpréter en fonction des intérêts de notre classe, quelque part c'est cela le marxisme sans se résumer à la notion de lutte des classes.

Il ne faut pas se laisser avoir par ce partisan de la « *troisième voie* » des Blair, Delors et consorts ; au fait l'économie britannique est quasiment en état de récession, mais cela non plus il ne le sait pas, il devrait s'informer.

La principale contradiction à laquelle le PS est confronté se résume ainsi : il ne peut pas se passer des voix ouvrières pour exister comme parti, il doit donc adopter un langage de circonstance pour palier l'inconvénient de se coltiner un programme réactionnaire qui est la copie conforme de celui de l'UMP, histoire de tromper les électeurs, les travailleurs. Et comme ils savent au PS que les travailleurs n'iront pas lire leur programme ou ne feront pas attention au contenu réel de leurs déclarations, ils peuvent adopter une posture d'opposant, sans toutefois pouvoir masquer complètement leur soutien au gouvernement et au régime.

En fait, si vous avez bien suivi, vous aurez remarqué qu'il présente exactement les mêmes défauts et le même comportement que ceux qu'ils critiquent, justement pour faire oublier qu'il leur ressemble comme deux gouttes d'eau. La psychologie cela sert parfois en politique contrairement à ce que l'on croit. Mais il faut aller plus loin.

Leur seule préoccupation, c'est de se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ce que s'applique à faire en permanence frénétiquement Sarkozy. L'origine ouvrière lointaine du PS ou plutôt de la SFIO n'est plus qu'un mauvais souvenir pour le PS, au pire un cauchemar qu'il faut effacer des mémoires. Mais l'originalité du paradoxe auquel est confronté le PS, c'est qu'il se détruit lui-même en agissant ainsi, sans avoir d'autres alternatives. François Kalfon et tous les dirigeants du PS s'y appliquent minutieusement, laissons-les faire et fions-nous à Engels, lui au moins il était dans notre camp.)